

## SIDI SAÏD AUX SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DES FÉDÉRATIONS ET DE WILAYA : «Nous sommes victimes de notre silence»

«L'UGTA n'évolue pas en marge des mouvements sociaux que vit notre pays. Bien au contraire, nous agissons et nous réglons les problèmes des travailleurs dans le silence et la sérénité. Et aujourd'hui, nous sommes victimes de ce silence.» Cette déclaration faite par le secrétaire général de l'UGTA à l'ouverture des travaux de l'état-major de son organisation atteste de la situation que traverse la Centrale syndicale. Pour lui, «la surenchère n'a jamais été un moyen pour le règlement des revendications des travailleurs».

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La tenue, hier, à l'hôtel Riadh de Sidi-Fredj, d'une réunion extraordinaire des secrétaires généraux des fédérations et des wilaya (état-major) était l'occasion pour le patron de la Centrale syndicale de procéder à une évaluation des actions entreprises par son organisation, mais aussi pour s'exprimer sur les questions socioéconomiques de l'heure. Bien évidemment, les différentes tensions sociales enregistrées ici et là ou encore l'absence de l'UGTA sur le terrain de la revendication étaient au centre des débats qui ont occupé l'essentiel des discussions de la matinée.

Dans son intervention, Abdelmadjid Sidi-Saïd a tenu à lever, d'emblée, toute équivoque, en portant à la connaissance des cadres syndicaux présents ou encore à ses détracteurs que «l'UGTA n'est pas une coquille vide» et qu'il

n'a pas «abandonné le terrain de la revendication sociale». «La surenchère est un raccourci facile à emprunter et l'agitation n'a jamais été un moyen de lutte», a-t-il lancé à l'adresse des présents.

Pour appuyer son argumentaire, il a rendu public un document dans lequel il rappelle «les différents acquis arrachés par l'UGTA, notamment en ce qui concerne la revalorisation des retraites et des pensions, celle des salaires dans le secteur économique, l'adoption des différents statuts et régimes indemnitaires pour les travailleurs de la Fonction publique, la régularisation des salaires impayés, l'application des décisions de justice et autres points relatifs au monde du travail».

Pour Abdelmadjid Sidi-Saïd, «l'UGTA n'a jamais perdu sa force ou évolué en marge des mouvements sociaux». Selon



Abdelmadjid Sidi Saïd, secrétaire général de l'UGTA.

lui, «le nombre d'adhérents a atteint aujourd'hui le million sept cent mille adhérents et, désormais, l'opération de rajeunissement des structures de l'organisation est entamée».

C'est dans ce cadre qu'il a mis en valeur les dernières élections à la tête des fédérations des banques et assurances et de l'agroalimentaire à travers les personnes de Faïzi et Salim.

En d'autres termes, il fera savoir que «dorénavant, il faut entamer la réflexion pour préparer la succession aux différents postes de responsabilité au sein de notre organisation».

Hier, à l'hôtel Riadh de Sidi-Fredj, le secrétaire général de l'UGTA a voulu transmettre deux importants messages. Le premier concerne la «présence permanente de la Centrale syndica-

le au sein du combat social» et le second, destiné aux cadres syndicaux de son organisation.

A l'adresse de ces derniers, il dira que «seule la démocratie et le libre choix des représentants des travailleurs sont à même de permettre à notre organisation de renforcer ses rangs et consolider sa présence au sein de la société».

A. B.

## LA CNPC/FNTSS APAISE L'ÉBULLITION DES TRAVAILLEURS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

# «Négociations sur une plateforme de 17 points de revendications»

De crainte de les voir passer à des actions de protestation au niveau des agences de la sécurité sociale du pays, la Commission nationale de préparation du congrès de la Fédération nationale des travailleurs de la sécurité sociale (CNPC/FNTSS) a informé les travailleurs du secteur que des négociations sur une plateforme de revendications de 17 points sont en cours, entre les membres syndicaux et l'administration. De ce fait, elle appelle le personnel et les sections syndicales locales à la modération et à la sagesse jusqu'à satisfaction des revendications.

La CNPC/FNTSS a estimé nécessaire de relancer avec les gestionnaires des organismes de sécurité sociale les négociations suspendues en décembre 2010. Cette action fait suite à une large concertation menée avec les cadres syndicaux, les sections syndicales et les travailleurs du secteur depuis son installa-

tion officielle le 6 avril 2011 par le secrétariat national de l'UGTA, indique-t-on. Cette décision est également motivée par l'impérieuse nécessité de prendre en charge les revendications légitimes des travailleurs des organismes dans un cadre organisé et par le dialogue responsable avec les gestionnaires.

L'objectif à atteindre consiste non seulement en la satisfaction des revendications et des attentes des travailleurs, mais également en la préservation de la stabilité des différents organismes.

La suspension des négociations en décembre 2010 a eu un impact négatif sur les différentes catégories de travailleurs, mais la perspective de leur relance dans un délai assez court a permis d'entretenir



Remous dans les agences de la Sécurité sociale.

l'espoir en des résultats sur leur situation socioprofessionnelle, notamment en matière de salaire et de régime indemnitaire.

C'est en fonction de ces paramètres et de la nécessité absolue de préserver et de garantir de façon durable la stabilité des organismes, instruments

importants de la politique de protection sociale et de solidarité nationale que la commission soumet cette plateforme de revendications axée sur 17 points.

Parmi ces derniers, la revalorisation du point indiciaire ainsi que la révision des indemnités et des primes, voire diverses

autres questions et problèmes qui pourront être introduits dans des discussions à l'initiative d'une partie ou de l'autre.

C'est ce qui est noté dans la plateforme des revendications diffusée à travers les agences Cnas.

B. Henine

## Le Snapap appelle à un sit-in devant le Palais du gouvernement

Dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction, le Syndicat national des personnels de l'administration publique (Snapap) a décidé de tenir un sit-in, le 1<sup>er</sup> mai prochain de 10 h à 12 h devant le Palais du gouvernement. Réunis samedi dernier à Alger, les cadres du Syndicat estiment que l'invitation de la tutelle au dialogue en réponse au préavis de la grève prévue le 11 avril dernier s'est avérée «pas sérieuse».

De même, le Syndicat appelle ses adhérents à un autre rassemblement pour le 19 mai, au même lieu sinon devant la présidence de la République. Cela, si leurs revendications, au nombre de 49, ne sont pas satisfaites.

R. N.